

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES DE MAITRISE D'ŒUVRE

TRVX25-009

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**Marché de Maitrise d'œuvre :
Mise en œuvre d'une centralisation
de production FROID
avec récupération de la chaleur
pour le centre hospitalier du Mans (CHM)**

SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES DE MAITRISE D'ŒUVRE	1
CHAPITRE 1 – GENERALITES	5
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	5
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE	6
LES PRESTATIONS S'EXECUTERONT SOUS FORME D'UN MARCHE ORDINAIRE	6
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE	6
4.1 Décomposition en lots	6
4.2 Décomposition en tranches	6
4.3 Décomposition en phases	6
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE	6
6.1 Ordres de service	6
6.2 Bons de commande	6
6.3 Marchés subséquents	6
ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	7
7.1 Clause environnementale	7
7.2 Clause sociale	7
ARTICLE 8 : DESCRIPTION DE LA PRESTATION	7
8.1 Description de la mission de maître d'œuvre dans le cadre d'un ouvrage de bâtiment	7
8.2 Description de la mission de maître d'œuvre dans le cadre d'un ouvrage d'infrastructure	7
8.3 Mode de dévolution des travaux	8
8.4 Maîtrise d'œuvre	8
ARTICLE 9 : AUTRES INTERVENANTS	11
9.1 Conduite d'opération et échange entre le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre	11
9.2 Contrôle technique	11
9.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	12
9.4 Réunions et rapports	13
ARTICLE 10 : PROTECTION DES DONNEES PERSONELLES	13
10.1 Traitement des données par le Maître d'ouvrage	13
10.2 Traitement des données par le titulaire et ses sous-traitants éventuels	14
ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES	15
ARTICLE 12 : CONDITIONS PARTICULIERES	16
12.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac	16
12.2 Respect des principes de la République	16
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	17
ARTICLE 13 : MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION	17
13.1 Enveloppe financière prévisionnelle des travaux	17
13.2 Passage des prix provisoires aux prix définitifs – Mission témoin	17
13.3 Evolution ultérieure du forfait définitif de rémunération – Mission témoin	18
13.4 Forfait de rémunération de certains éléments de mission de la mission témoin	19
13.5 Précisions complémentaires	19
ARTICLE 14 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX	20
14.1 Index de référence	20
14.2 Révision des prix	20

14.3 Clause de sauvegarde / Clause butoir.....	21
ARTICLE 15 : MODALITES DE REGLEMENT.....	21
15.1 Avance.....	21
15.2 Avance aux sous-traitants.....	22
15.3 Acomptes.....	22
15.4 Solde.....	25
15.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	25
15.6 Délais de règlement.....	26
15.7 Paiement des co-traitants.....	26
15.8 Facturation électronique.....	26
15.9 Comptables assignataires.....	26
CHAPITRE 3 : DELAIS.....	26
ARTICLE 16 : DEMARRAGE ET SUSPENSION DES PRESTATIONS.....	26
16.1 Démarrage des prestations – Suspension.....	26
16.2 Suspension de l'exécution du marché.....	27
ARTICLE 17 DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE.....	27
ARTICLE 18 : PENALITES.....	31
18.1 Pénalités pour retard.....	31
18.2 Délais – Pénalités de retard liées aux documents « travaux ».....	33
18.3 Autres pénalités.....	35
ARTICLE 19 : ENGAGEMENT AU RESPECT DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE.....	37
19.1 Coût prévisionnel des travaux.....	37
19.2 Conditions économiques d'établissement.....	38
19.3 Seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	38
19.4 Coût de référence des travaux.....	39
ARTICLE 20 - ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE A RESPECTER LE COÛT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	39
20.1 Coût de réalisation des travaux.....	39
20.2 Conditions économiques d'établissement.....	39
20.3 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux.....	40
20.4 Détermination du coût total définitif des travaux.....	40
20.5 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance.....	40
ARTICLE 21 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE, APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	40
21.1 Ordres de service délivrés dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.....	40
21.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	41
21.3 Suivi de l'exécution des travaux.....	41
21.4 Utilisation des résultats.....	42
21.5 Achèvement de la mission.....	43
ARTICLE 22 – ASSURANCES.....	43
22.1 Polices souscrites par le maitre d'ouvrage.....	43
22.2 GARANTIE D'ASSURANCE DU TITULAIRE.....	44
ARTICLE 23 - RESILIATION DU MARCHE.....	45
23.1 Résiliation du marché.....	45
23.2 Résiliation résultant de l'arrêt des prestations.....	45
23.3 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	45
23.4 Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	46
ARTICLE 24 – OUTILS.....	46
24.1 Plan de management.....	46
24.2 Plateforme de gestion documentaire collaborative.....	46
24.3 Dématérialisation des factures et suivi des marchés de travaux.....	46
24.4 Outil de suivi et de réception collaboratif.....	46
24.5 BIM.....	46
ARTICLE 25 - CLAUSES DIVERSES.....	46
25.1 Clauses complémentaires.....	47
ARTICLE 26 – DIFFERENDS.....	47

ARTICLE 27 – DEROGATIONS 48

ARTICLE 28 – ANNEXES 48

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte.

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales de maîtrise d'œuvre dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour son propre compte, d'une part ;

Et,

- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet une **prestation de maîtrise d'œuvre pour assurer la mise œuvre d'une centralisation de Froid avec récupération de la chaleur en lien avec le Schéma Directeur Immobilier du Centre Hospitalier du Mans sur son site du Mans.**

L'opération projetée se compose de :

- ✓ D'une production d'eau glacée centralisée estimé à 6,5 MW Froid installé au niveau de l'ex-local cogénération et ses alentours,
- ✓ D'un réseau primaire « eau glacée » vers toutes les sous-stations d'échanges eau glacées existantes.

- ✓ La réinjection de la chaleur sur la production chaleur du CHM avec modification hydraulique des sous stations chaud afin de baisser les températures retour.
- ✓ L'alimentation électrique de cette nouvelle production centralisée ainsi que la chaufferie depuis la boucle 20 000v du CHM.

Catégorie d'ouvrage et nature des travaux :

L'ouvrage fait l'objet d'une opération de **construction neuve d'infrastructure**.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un marché ordinaire.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHÉ

4.1 Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique dans la mesure où l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

A titre indicatif, les prestations sont conclues pour une durée globale de 26 mois hors Garantie de Parfait Achèvement.

La durée du marché s'étend de la date de notification à la fin du délai de Garantie de Parfait Achèvement des travaux, tous corps d'état confondus.

La livraison de l'infrastructure doit être réalisée au plus tard le 31 décembre 2027.

Le marché est conclu pour une durée ferme et n'est pas reconductible.

Les délais d'exécution sont indiqués à l'article 17 du présent CCAP.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHÉ

6.1 Ordres de service

Le marché s'exécute par émission d'ordres de services.

6.2 Bons de commande

Sans objet

6.3 Marchés subséquents

Sans objet

ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

7.1 Clause environnementale

Sans objet

7.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 8 : DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Le présent marché public est soumis aux articles L. 2430-1 à L. 2432-2 et R. 2431-1 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Il est confié au maître d'œuvre les missions suivantes :

8.1 Description de la mission de maître d'œuvre dans le cadre d'un ouvrage de bâtiment

Sans objet

8.2 Description de la mission de maître d'œuvre dans le cadre d'un ouvrage d'infrastructure

8.2.1 Mission témoin

Il est confié au maître d'œuvre une mission témoin constituée des éléments suivants :

Construction neuve	
AVP : - APS - APD	Etudes d'avant-projet : - Etudes d'avant-projet sommaire - Etudes d'avant-projet définitif Y compris : l'établissement des dossiers et les consultations nécessaires à l'obtention des autorisations d'urbanisme et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation des marchés de travaux
VISA	Visa des études d'exécution confiées aux titulaires des marchés de travaux
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

8.2.1 Précisions complémentaires

Le contenu des missions confiées au maître d'œuvre est détaillé au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché, aux articles R. 2431-24 à R. 2431-31 du Code de la commande publique et à l'annexe III de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les

modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Le maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution des missions ci-dessus énumérées, à respecter les règles générales de construction, et l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, notamment issues du code de l'urbanisme, du code de la construction et de l'habitation, et du code de l'environnement, susceptibles de trouver application dans le cadre de l'opération envisagée.

Le maître d'œuvre devra respecter, pour l'exécution des missions DET, VISA/EXE et AOR, notamment dans ses rapports avec les entreprises, les dispositions du CCAG Travaux et, le cas échéant, les dispositions des cahiers des clauses administratives particulières des marchés publics de travaux qui auront été portés à la connaissance de la MOE avant notification des marchés de travaux dans le cadre de la mission ACT. Il veillera en particulier à respecter strictement les procédures et délais décrits dans ces pièces, en tant qu'elles le concernent ou lui sont opposables. Il en supportera les conséquences, notamment onéreuses, en cas de non-respect. Il devra également veiller au respect du le Code de la commande publique, et de l'ensemble des codes qui peuvent trouver application dans l'exercice de ses missions.

La maîtrise d'œuvre est réputée disposer pendant toute la durée de la mission, des outils et matériels nécessaires pour mener à bien l'ensemble des missions, notamment des logiciels et équipements informatiques adaptés au traitement de tous les sujets.

Le maître d'œuvre organise son travail et les échanges de manière à garantir la traçabilité des évolutions de programme (nature, dates des demandes, arbitrages, conséquences, etc..).

8.3 Mode de dévolution des travaux

L'allotissement des marchés de travaux sera définitivement arrêté par le Maître d'Ouvrage après proposition et avis du Maître d'œuvre, au plus tard lors de l'engagement des études de Projet.

Si le Maître d'ouvrage retient la dévolution des marchés de travaux sous forme de lot unique, en entreprise générale ou en groupement d'entreprises, les missions et la rémunération du maître d'œuvre ainsi que le budget prévisionnel seront adaptés en conséquence.

La passation des marchés de travaux pourra se faire dans le cadre d'une consultation globale ou de plusieurs consultations distinctes. Le titulaire ne pourra pas prétendre à une rémunération supplémentaire en cas de consultations distinctes.

8.4 Maîtrise d'œuvre

8.4.1 Titulaire du marché

Le titulaire du marché est identifié à l'acte d'engagement.

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques. Le mandataire du groupement représente pendant toute la durée d'exécution du présent marché et ce jusqu'à son terme, l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage.

8.4.2 Représentation de la maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques,

habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Cette désignation aura lieu dans un délai maximum **d'une semaine à compter de la notification**, un responsable et son suppléant qui sera l'interlocuteur permanent du Maître d'Ouvrage. Le suppléant aura la même connaissance et maîtrise de l'opération que le responsable.

Si les personnes désignées par le titulaire ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire en avise sans délai le CHM. Il proposera un remplaçant dans un délai de quinze jours maximums. Le CHM se réserve la possibilité de récuser le remplaçant en motivant sa décision. Le titulaire dispose de 10 jours à compter de la notification pour proposer une autre personne. Pour toute étape du déroulement des missions et pour chaque intervenant, les personnes seront proposées à l'agrément du Maître d'Ouvrage : CV, qualifications et références. Le MOA disposera de 30 jours pour faire connaître son avis sur les personnes proposées. A défaut, son accord sera réputé tacite. Ces dispositions s'appliquent en cas de remplacement d'un intervenant.

8.4.3 Sous-traitance

Le maître d'œuvre, opérateur unique ou un des co-traitants du groupement de maîtrise d'œuvre, peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par ce dernier des conditions de paiement de chaque sous-traitant et à l'exception de certaines tâches essentielles du marché visées à l'article 21.3 du présent CCAP.

En complément des dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance, les modalités d'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre, issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-MOE).

Dans ce cadre, le titulaire doit transmettre au représentant du maître d'ouvrage une déclaration (NB : il peut être utilisé à cet effet le formulaire DC4 à jour publié sur le site de la DAJ) mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, y compris les modalités de variation des prix (révision, actualisation,) éventuellement applicables ;

Le titulaire doit en outre établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et R. 2193-5 à 8 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial, les éléments portés aux articles R. 2143-3 à 12 du Code de la commande publique et notamment :

- Son numéro SIREN, et le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire, et le cas échéant la preuve qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, Si le sous-traitant est étranger, il doit produire un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion de la commande publique.

- La déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 Code de la commande publique (uniquement s'il n'est pas utilisé le formulaire DC4), NB : Si le sous-traitant est concerné par l'un des motifs d'exclusion facultatifs visés aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique, il sera fait application des dispositions de l'article L. 2141-11 du même code avant d'envisager l'agrément du sous-traitant proposé ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du sous-traitant et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet des prestations sous-traitées, portant sur les trois derniers exercices,
- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du sous-traitant,
- Les éléments justifiant des capacités professionnelles du sous-traitant (qualifications, diplômes, ...)
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales : attestation URSSAF de moins de 6 mois, attestation de régularité fiscale (À noter que l'attestation URSSAF est à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;
Le sous-traitant établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement
- Les documents visés aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, notamment en ce qui concerne l'emploi de salariés détachés et de salariés étrangers,
Le sous-traitant établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement
- La ou les attestation(s) d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale en cours de validité ;
- Si le sous-traitant doit être inscrit sur un registre professionnel, tout document en justifiant,
- L'ensemble des documents justifiant que la personne qui va signer l'acte spécial de sous-traitance est habilitée à engager le sous-traitant (K-Bis, pouvoirs et délégations, ...).

A première demande du maître d'ouvrage, le titulaire lui transmet une copie des contrats de sous-traitance et de leurs éventuels avenants ainsi que le devis détaillé des prestations sous-traitées.

Le maître d'ouvrage notifiera au titulaire sa décision dans un délai de 21 jours à compter de la réception de l'ensemble des éléments et documents justificatifs requis. Le silence du maître d'ouvrage gardé au-delà de ce délai vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des trois parties (maître d'ouvrage, titulaire et sous-traitant).

En cas de titulaire du présent marché sous forme de groupement d'opérateurs économiques, la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement doit être présentée et signée par le mandataire dudit groupement et le cas échéant par le co-traitant qui sous-traite.

Toute modification des prestations sous-traitées et de leur montant doit impérativement donner lieu à la modification de l'acte spécial, conformément aux dispositions de l'article R. 2193-8 du Code de la commande publique. A défaut, la modification est inopposable au maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 : AUTRES INTERVENANTS

9.1 Conduite d'opération et échange entre le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre

La conduite d'opération est assurée par le Centre Hospitalier du Mans.

Les prestations confiées à la Maîtrise d'œuvre seront réalisées en collaboration étroite et permanente avec le Maître d'Ouvrage.

Les échanges se font par écrit et avec tout moyen permettant de conférer une date certaine aux documents.

La notification au maître d'œuvre des décisions ou informations du maître d'ouvrage qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble des cotraitants.

Cette notification peut être faite par :

- Remise en mains-propres contre récépissé ;
- À l'adresse postale par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- De façon dématérialisée par le biais du profil acheteur ;
- De façon dématérialisée à l'adresse électronique du maître d'œuvre mentionnée dans l'acte d'engagement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Les documents dématérialisés échangés n'ont pas à être signés, à l'exception de ceux pour lesquels une signature est expressément requise.

9.2 Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique suivant un contrôleur désigné ultérieurement et les missions seront précisées ultérieurement.

Le maître d'œuvre doit tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître de l'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Les observations du contrôleur technique résultant des obligations réglementaires et de leurs interprétations s'imposent au maître d'œuvre, depuis le stade de la conception et de l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement (pendant laquelle les interventions du contrôleur technique sont demandées par le maître d'ouvrage). Les observations du contrôleur technique ne pourront en aucun cas faire l'objet de complément de rémunération ou de complément de délai pour le maître d'œuvre.

Le DCE des marchés de travaux devra ainsi intégrer la prise en compte des remarques du contrôleur technique sur le dossier PRO de manière à présenter un Rapport Initial de Contrôle Technique sans observations sur la phase de conception (APS à projet).

Le maître d'œuvre fait connaître au contrôleur technique, la suite donnée à ses avis et observations.

9.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent marché relève de la 3^{ème} catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du travail. Une coordination en matière de sécurité et de santé sera organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux articles L. 4531-1 et L. 4535-1 du Code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Conformément aux articles L. 4532-2 à L. 4532-7 du Code du travail, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur SPS choisi par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs aux avant-projets, projets et études d'exécution,
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- La liste tenue à jour des personnes appartenant au groupement de maîtrise d'œuvre ou ses sous-traitants et prestataires éventuels qu'il autorise à accéder au chantier,
- Le calendrier détaillé d'exécution,

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé par le coordonnateur SPS dans les plus brefs délais (et sans excéder 7 jours). Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur SPS. Tout différend entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

En phase d'exécution des travaux, le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination dans un délai qui ne pourra excéder 48 heures et participe à la mise en œuvre des mesures adaptées à la situation constatée.

9.4 Réunions et rapports

9.4.1 Réunions périodiques d'avancement de la maîtrise d'ouvrage

Des réunions entre la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le cas échéant, l'assistance à maîtrise d'ouvrage se dérouleront selon la périodicité suivante :

- En phase études : toutes les 2 semaines ou sur une autre périodicité suivant accord des participants
- En phase Travaux : toutes les semaines ou sur une autre périodicité suivant accord des participants

9.4.2 Réunions fonctionnelles et techniques de mise au point du projet

Le maître d'œuvre assistera à autant de réunions que nécessaire.

Il effectuera une diffusion systématique de tous les comptes-rendus, états mensuels d'avancement, rapports et documents techniques significatifs.

9.4.3 Rapports mensuel d'avancement de l'opération

Le MOE remettra des rapports mensuels d'avancement de l'opération comprenant les informations suivantes :

- Etat du projet
- Contenu du projet
- Délais et planning
- Coûts et gestion financière
- Management du projet
- Synthèse par élément d'ouvrage et pour l'ensemble de l'opération

ARTICLE 10 : PROTECTION DES DONNEES PERSONELLES

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

10.1 Traitement des données par le Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est susceptible de procéder à un traitement des données personnelles du titulaire pour le suivi et la gestion de la passation et de l'exécution du marché public. Ce traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle il est soumis (art. 6.1.c) du RGPD) en application des articles R. 2184-12 et R. 2184-13 du Code de la commande publique.

Les données sont conservées 10 ans et sont uniquement destinées aux services du Maitre d'ouvrage en charge du suivi et de la gestion de la passation et de l'exécution des marchés publics, ainsi qu'au comptable public assignataire.

Au terme de ce délai, le Maitre d'ouvrage s'engage à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le titulaire peut accéder aux données le concernant, les faire rectifier ou en faire cesser l'utilisation en exerçant votre demande auprès du délégué à la protection des données désigné par le Maitre d'ouvrage.

Si le titulaire estime que le traitement de ses données à caractère personnel constitue une violation de la réglementation, il peut introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

10.2 Traitement des données par le titulaire et ses sous-traitants éventuels

Le titulaire ne peut procéder au traitement des données personnelles afférentes au Maitre d'ouvrage, ou aux autres intervenants à l'opération de construction, que si ce traitement est nécessaire à l'exécution du marché auquel le titulaire et le Maitre d'ouvrage sont parties ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande des parties (art.6.1.b) du RGPD) ou si ce traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le titulaire est soumis (art. 6.1.c) du RGPD).

Chaque titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que des informations, documents ou éléments à caractère personnel ou confidentiel ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en bénéficier. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'engage à informer ses sous-traitants et fournisseurs des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent pour l'exécution du marché. Il s'assure du respect de ces obligations par ses sous-traitants et fournisseurs qui doivent respecter des garanties identiques.

Chaque titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché, avec l'accord préalable du Maitre d'ouvrage,
- Ne pas utiliser les documents et informations à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physique ou morales,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché,
- Prendre toutes les mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation, la disponibilité et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché,
- Prendre toutes les mesures techniques nécessaires visant à détecter la violation de données personnelles et à en informer le Maitre d'ouvrage dans un délai le plus court possible.

Le titulaire n'est pas autorisé à transférer des données vers un pays tiers à l'Union Européenne, sauf s'il s'agit d'un des pays figurant sur la liste établie par la CNIL et dont le niveau de protection des données est comparable (<https://www.cnil.fr/fr/transférer-des-donnees-hors-de-lue>), sans l'accord exprès du Maitre d'ouvrage.

Au terme normal ou anticipé du marché, et conformément à la durée légale de conservation des documents, chaque titulaire s'engage en outre à :

- Procéder sans délai à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies,
- Ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités à convenir d'un commun accord avec le Maître d'ouvrage, le cas échéant.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

Notification des failles de sécurité :

En cas de faille de sécurité avérée et décelée par les titulaires et/ou ses sous-traitants, ceux-ci s'engagent à en avertir sans délai le Maître d'ouvrage. Le Maître d'ouvrage a l'obligation de notifier à la CNIL, en sa qualité d'autorité de contrôle toute faille de sécurité, dans les 72 h suivants la découverte de la violation, ainsi que de la déclarer sans délai auprès de l'Agence du numérique en santé (ANS).

Le titulaire devra détailler l'ensemble des mesures de sécurité prises pour contenir la faille et l'atténuer. Il donnera une évaluation des risques associés à la violation et le plan de prévention pour prévenir d'autres failles potentielles.

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à collaborer pleinement afin de répondre dans les délais légaux aux sollicitations de personnes concernées ou de ou des autorité(s) de contrôle.

Sanctions :

En cas de non-respect de ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra notamment être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-17 du Code pénal.

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-MOE, Le Maître d'ouvrage pourra également prononcer la résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Répartition des honoraires par mission et par cotraitant
 - Annexe 2 : Mandat
 - Annexe 3 : Déclaration(s) de sous-traitance
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et ses annexes éventuelles ;
- Le programme technique détaillé et son annexe.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que défini à l'acte d'engagement.
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation.
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux.
- L'offre technique du maître d'œuvre (remise en phase offre)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre.

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 12 : CONDITIONS PARTICULIERES

12.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

12.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

Conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-6 du Code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre est forfaitaire et tient compte de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel des travaux.

Ce forfait couvre l'ensemble des honoraires de maîtrise d'œuvre dus au titre de la mission de maîtrise d'œuvre y compris ceux de l'ensemble des bureaux d'études ou d'autres spécialistes éventuellement nécessaires.

ARTICLE 13 : MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION

13.1 Enveloppe financière prévisionnelle des travaux

La rémunération du maître d'œuvre est fixée de façon provisoire sur une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux, puis arrêtée, par voie d'avenant, en fonction de l'estimation prévisionnelle définitive des travaux déterminés à l'APD.

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0-MOE fixé à l'acte d'engagement.

13.2 Passage des prix provisoires aux prix définitifs –Mission témoin

S'agissant de la mission témoin, les éléments de mission suivants :

AVP : - APS - APD	Etudes d'avant-projet : - Etudes d'avant-projet sommaire - Etudes d'avant-projet définitif Y compris : l'établissement des dossiers et les consultations nécessaires à l'obtention des autorisations d'urbanisme et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation des marchés de travaux
VISA	Visa des études d'exécution confiées aux titulaires des marchés de travaux
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

Le titulaire est rémunéré en application du forfait de rémunération provisoire fixé à l'acte d'engagement, conformément à l'article R.2432-7 du Code de la commande publique.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Afin d'établir le cout prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du cout prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- Le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ; ceci intègre le coût de toutes les prestations requises dans le programme initial ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ; ceci n'intègre que des éléments non prévisibles dans le cadre du programme initial ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

$$\text{Forfait définitif} = \text{Forfait provisoire} + [(CTA+CTM) * (\text{Forfait provisoire} / \text{PEFPT})]$$

Etant précisé que :

- PEFT signifie la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et définie par le MOA,
- CPT signifie le coût prévisionnel des travaux arrêté par le MOA après validation des études d'AVP.
- PEFPT signifie Part de l'Enveloppe Financière Prévisionnelle affectée aux Travaux

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre, selon les modalités prévues à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP, et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique, sur le fondement de l'article R. 2194-1 du même code.

13.3 Evolution ultérieure du forfait définitif de rémunération – Mission témoin

S'agissant des éléments de mission de la mission témoin suivants :

AVP : - APS - APD	Etudes d'avant-projet : - Etudes d'avant-projet sommaire - Etudes d'avant-projet définitif Y compris : l'établissement des dossiers et les consultations nécessaires à l'obtention des autorisations d'urbanisme et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation des marchés de travaux
VISA	Visa des études d'exécution confiées aux titulaires des marchés de travaux
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

En cas de modifications ultérieures du coût prévisionnel des travaux, visées à l'article 19.1 du présent CCAP, le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre pourra être revu en conséquence par avenant, comme prévu à l'article 19.1 du présent CCAP.

Les travaux modificatifs ou supplémentaires exécutés en cours d'exécution des marchés de travaux, seront classés dans l'une des trois catégories qui y sont définies.

- **Catégorie 1** : Modifications dans la consistance du projet résultant d'exigences nouvelles du maître d'ouvrage ;
- **Catégorie 2** : Modifications liées à des événements extérieurs au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre ;
- **Catégorie 3** : Modifications dans la consistance du projet imputables au maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprévisions de ce dernier dans ses études, ou dans la conduite des travaux.

L'incidence totale des modifications relevant de la catégorie 1 sera calculée par addition des travaux supplémentaires, et éventuellement des travaux en moins-value, si les suppressions envisagées nécessitent une reprise importante des études. Le forfait de rémunération sera alors revu par avenant pour prendre en compte les études supplémentaires réalisées par le maître d'œuvre rendues nécessaires du fait de ces modifications. Toute rémunération supplémentaire réclamée dans ce cadre par le maître d'œuvre devra être dûment justifiée.

Les modifications relevant de la catégorie 2 pourront donner lieu à rémunération supplémentaire du maître d'œuvre dans le cadre d'un avenant sous réserve que ce dernier soit en mesure de dûment justifier de l'incidence de ces modifications sur l'exécution de ses prestations, et sous réserve de leur caractère imprévisible lors de la fixation de la rémunération.

En revanche, les modifications relevant de la catégorie 3 ne pourront donner lieu à aucune rémunération supplémentaire du maître d'œuvre.

Les modifications consécutives à des fautes des titulaires des marchés de travaux dans l'exécution de leurs travaux (sous responsabilité de la direction de travaux du maître d'œuvre), de même qu'un allongement des délais d'exécution des travaux pour lequel le maître d'œuvre aurait une responsabilité (retard de VISA, erreur dans les pièces marchés, validation d'échantillon, etc...), ne donneront également pas lieu à une modification du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

Conformément à l'article 15.3.5. du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, en cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% de la durée du marché de maîtrise d'œuvre, les parties se rapprochent afin d'examiner d'une part, les responsabilités associées à ce retard, et, d'autre part, si l'impact sur les missions du maître d'œuvre est suffisant pour déclencher une valorisation financière.

13.4 Forfait de rémunération de certains éléments de mission de la mission témoin

Sans objet.

13.5 Précisions complémentaires

Ces forfaits sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des mêmes missions (mission témoin). Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations concernées, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-MOE. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de la présente opération.

Il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- Aux assurances ;
- Aux déplacements ;
- Aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le maître d'œuvre doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions ;
- Aux achats, à la location et à la maintenance de matériels et logiciels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

Le forfait prend également en compte toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution des prestations objet du marché, telles que définies dans le CCTP du présent marché, y compris en cas de :

- Variations limitées du programme jusqu'à l'APD, n'impliquant que des modifications non substantielles de l'avant-projet ;
- Variations limitées de la conception demandées par le maître d'ouvrage ou découlant de contraintes nouvelles liées au site ne mettant en cause ni l'objectif ni la complexité du projet et n'impliquant que des modifications non substantielles ;
- Evolution de la réglementation ne modifiant pas substantiellement la complexité et/ou l'économie du projet.

Le maître d'œuvre s'engage à ne faire réaliser aucune partie de ses prestations par des fournisseurs ou entrepreneurs, et de façon générale, toute personne physique ou morale ayant un intérêt quelconque aux marchés de travaux, y compris aux études d'exécution qui y sont incluses le cas échéant.

ARTICLE 14 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « M0-MOE » précisé dans l'acte d'engagement.

14.1 Index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**.

L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Equipeement (base 100 en 2010).

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

14.2 Révision des prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, les prix sont révisables.

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence I visé à l'article 13.2 ci-dessus respectivement :

- Au mois M0-MOE défini dans l'acte d'engagement
- Au mois M au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis suivant les modalités de détermination précisées ci-après.

Pour le calcul des révisions le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

14.3 Clause de sauvegarde / Clause butoir

Sans objet

ARTICLE 15 : MODALITES DE REGLEMENT

15.1 Avance

Une avance sera versée au maître d'œuvre, et à ses sous-traitants agréés, dans les conditions prévues au Code de la commande publique, notamment ses articles R.2191-3 et suivants, et à condition que le titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'acte d'engagement. Il sera fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Le montant de l'avance est fonction de la durée du marché en application des articles R. 2191-7 et R. 2191-13 du Code de la commande publique, et plus précisément

- Cette avance correspondra à un pourcentage de 5 % de la somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, le taux de cette avance est porté au taux minimum applicable en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, s'il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre du groupement, ainsi que leur montant, il leur sera versé la part de l'avance revenant à chacun de ces membres. À défaut d'une telle possibilité d'identification, l'avance sera versée sur le compte du mandataire du groupement qui aura la charge de la répartir entre les membres dudit groupement.

Conformément aux articles R. 2193-20 et R. 2193-21 du Code de la commande publique, si le titulaire du marché a perçu l'avance correspondant au marché et sous-traite une part des prestations de celle-ci postérieurement au début d'exécution dudit marché, il doit rembourser la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, et ce même si le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint ou dépasse 65 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80 % du montant TTC du montant toutes taxes comprises des prestations qui sont confiées au titre du marché. Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou du solde.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande pour son remboursement total. La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas admise.

L'avance sera payée dans le délai de paiement prévu par le présent marché, à compter du commencement d'exécution par le titulaire des prestations du marché mais ne pourra être mandatée avant la constitution de la garantie visée à l'alinéa précédent.

15.2 Avance aux sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants acceptés et bénéficiant d'un paiement direct, sous réserve qu'ils n'y aient pas renoncé dans la déclaration de sous-traitance. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le montant de l'avance est calculé par application des dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, sur la base d'un pourcentage de 5%, au montant des prestations sous-traitées. Lorsque le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux de cette avance est porté au taux minimum applicable en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

En conséquence :

- L'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant des prestations de son marché,
- L'avance versée au sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct, est calculée sur la base du montant des prestations qui lui sont sous-traitées

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande pour son remboursement total. La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas admise.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le droit du sous-traitant au versement de cette avance est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations sous-traitées atteindra 65% du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au sous-traitant à titre d'acomptes ou du solde.

15.3 Acomptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-MOE, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, selon les échéanciers suivants

15.3.1 Prise en compte de la prime versée dans le cadre de la mise en concurrence

Sans objet.

15.3.2 Echancier de paiement des acomptes

Elément de mission	Exigibilité de l'acompte
AVP	Les prestations incluses dans chacun de ces éléments sont réglées après achèvement total de l'élément de mission et son admission par le maître d'ouvrage, le cas échéant en tenant compte des stipulations de l'article 15.3.1 ci-avant.
APS	
APD	
PRO	
ACT	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Après remise et admission par le maître d'ouvrage du DCE : 30 % - Après remise du rapport d'analyse des offres : 40 % - Après notification du dernier des marchés de travaux à son titulaire : 30 %
VISA	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées mensuellement au prorata de l'avancement des travaux, sur la base de la durée du chantier définie par l'OS de démarrage de l'exécution des travaux</p> <p>Si la durée du chantier est prolongée, le solde de cet élément de mission sera réglé mensuellement, sur la base de cette nouvelle durée.</p>
DET	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Règlement mensuel au prorata de l'avancement des travaux sur la base de la durée du chantier définie par l'OS de démarrage de l'exécution des travaux (durée du chantier comprenant la période préparation, ainsi que la période des OPR et de réception) : 85 % <p>Si la durée du chantier est prolongée, le solde de cet élément de mission sera réglé mensuellement, sur la base de cette nouvelle durée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - A la date de réception par le maître d'ouvrage du dernier décompte final : 10 % - Après traitement des réclamations éventuelles des titulaires des marchés de travaux sur les décomptes généraux, ou à l'expiration du dernier délai imparti aux titulaires pour contester le décompte général qui leur a été notifié : 5 %
AOR	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du dernier procès-verbal des opérations préalables à la réception transmis pour signature : 15 % - A la date de remise au maître d'ouvrage du dernier DOE ou DUEM complet : 25 % - Après la levée de la dernière des réserves mentionnées dans les PV de réception des travaux : 35 % - Au terme du délai de la garantie de parfait achèvement ou à l'issue de sa prolongation : 25 %

15.3.3 Montant de l'acompte

Le montant de chaque acompte, défini selon les modalités énoncées à l'article 15.3.2 ci-avant, est déterminé sous forme d'un pourcentage du montant propre à l'élément concerné de la mission témoin, fixé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les acomptes relatifs aux éléments antérieurs à l'élément PRO seront réglés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération du titulaire, il sera procédé, si nécessaire, à une régularisation en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs à ces éléments, à l'occasion du paiement du premier acompte relatif à l'élément PRO.

15.3.4 Modalité de règlement des acomptes

15.3.4.1 Acomptes supplémentaires

Par dérogation à l'article 11.5 du CCAG-MOE, le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 15.3.2 ci-dessus.

Toutefois, si le délai entre la date du versement du dernier acompte relatif à un élément de la mission de base ou d'une mission complémentaire et la prochaine échéance fixée à l'article 15.3.2 ci-dessus excède trois mois, le titulaire est autorisé à présenter une demande d'acompte supplémentaire.

Dans ce cas, le maître d'œuvre établit un état périodique, conformément aux stipulations de l'article 15.3.4.2, qui comporte le compte-rendu d'avancement de l'élément de la mission témoin concernée à laquelle la demande d'acompte supplémentaire se rapporte, et indique le pourcentage approximatif d'avancement de son exécution par rapport au dernier acompte versé. Ce pourcentage, après validation du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte supplémentaire, conformément aux stipulations de l'article 15.3.3 du présent CCAP. Sous réserve des précisions ci-avant, les stipulations de l'article 15.3.4.2 du présent CCAP sont applicables au règlement des acomptes supplémentaires.

15.3.4.2 Cas général

En dérogation à l'article 11.2 du CCAG-MOE, le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

a) État périodique

Chaque décompte est lui-même constitué de deux documents, à savoir l'état périodique et la demande de paiement :

- **État périodique**

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission concernée. L'état périodique est nécessaire pour justifier la demande de paiement à laquelle elle doit être annexée.

- **Demande de paiement**

Le maître d'œuvre présentera une demande de paiement dont le contenu est fixé à l'article 11.3.2 du CCAG-MOE, et comportant les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

Cette demande de paiement est accompagnée de l'état périodique ci-dessus mentionné.

Les demandes de paiement sont prises en charge et gérées par le service de facturation dématérialisé qui sera mis en place par la MOE afin d'éviter les transmissions systématiques de décomptes sur support papier et l'envoi de lettres recommandées.

b) Acceptation de la demande de paiement

Il est fait application de l'article 11.6 du CCAG-MOE.

c) Transmission des décomptes périodiques

Chaque décompte périodique se transmet au maître d'ouvrage par voie dématérialisée via la plateforme Chorus Pro, conformément aux articles L. 2192-1 et R. 2192-3 du Code de la commande publique.

15.4 Solde

En application de l'article 11-7 du CCAG-MOE, après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues à l'article 21.5 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

15.4.1 Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'œuvre comprend :

- a) Le forfait définitif de la rémunération de la mission témoin ;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 20.5 du présent CCAP ;
- c) Les pénalités ou primes éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus ;
- e) Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix ;

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

15.4.2 Décompte général - État du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Les dispositions des articles 11.8.3 et 11.8.4 du CCAG-MOE sont applicables.

En cas de refus par le maître d'œuvre du décompte général notifié, le maître d'œuvre doit, dans le délai de 30 jours précité, remettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Dans ce cas, les dispositions des articles 35.3 et 35.5 du CCAG-MOE sont applicables.

15.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

15.6 Délais de règlement

Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont fixés à 50 jours conformément aux articles L. 2192-10, R. 2192-10 et R. 2192-11 du Code de la commande publique, et régis par les articles R. 2192-12 à R.2192-23 et R. 2192-27 à R. 2192-30 du même code. Tout retard de paiement donne lieu au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

15.7 Paiement des co-traitants

La signature du décompte périodique ou du décompte final par le mandataire du groupement vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir des modalités de répartition des paiements prévus dans les documents du marché.

15.8 Facturation électronique

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

15.9 Comptables assignataires

Le comptable assignataire du présent marché est :

Monsieur le Trésorier Principal
TRESORERIE HOSPITALIERE DU MANS
192 avenue Rubillard
BP 21072
72072 LE MANS CEDEX 1

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 16 : Démarrage et suspension des prestations

16.1 Démarrage des prestations – Suspension

Pour l'application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, il est précisé que le démarrage des prestations pourra être ordonné dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification du marché. En application de ce même article 3.8.3 du CCAG-Maîtrise d'Œuvre, en cas de démarrage des prestations ordonnées plus de six mois après la notification du marché, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date de réception de l'ordre de service, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations.

A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du pouvoir adjudicateur à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché. Cette résiliation ne

peut lui être refusée. **Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-MOE**, cette résiliation n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

16.2 Suspension de l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché, sans limite de durée de suspension à n'importe quel stade d'avancement de la mission. Cette suspension n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Le maître d'ouvrage transmettra un courrier de notification au titulaire l'informant de la suspension du marché. Un Ordre de Service de redémarrage de la mission sera ensuite transmis au titulaire.

Le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre, s'il lui est notifié plus d'un mois après la notification de la suspension de la prestation. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date de réception de cet ordre de service, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus du pouvoir adjudicateur à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché. Cette résiliation ne peut lui être refusée. Cette résiliation n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Le cas échéant d'un arrêt définitif de la mission rentre dans les dispositions de l'article 23.1 du présent CCAP.

ARTICLE 17 DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

17.1 Point de départ des délais de présentation des documents

Les points de départ des délais sont définis comme suit :

	Point de départ des délais de présentation des études
Etudes APS	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre de service d'engager les études de la phase concernée
Etudes APD	
Dossier d'autorisation d'urbanisme	
Etudes PRO	
ACT - Eléments du DCE	
ACT – Analyse des offres	Date de l'accusé de réception de ces documents par le maître d'œuvre, la date d'envoi de ces documents par le maître d'ouvrage ou son AMO
ACT – Dossier marchés	Point de départ validation du rapport d'analyse
VISA	<ul style="list-style-type: none">▪ Date indiquée dans l'ordre de service notifié aux titulaires des marchés de travaux prescrivant le démarrage de l'exécution des travaux▪ A défaut, date d'envoi du dernier OS de démarrage des travaux aux titulaires des marchés de travaux
DOE	Date de convocation des titulaires des marchés de travaux aux OPR

17.2 Délais d'exécution et nombre d'exemplaire(s) à remettre

Les délais dans lesquels le maître d'œuvre devra procéder à la production des éléments de mission et de leurs documents d'études sont les suivants :

Mission	Document à remettre	Délai contractuel	Nombre d'exemplaire(s) à fournir et interlocuteurs
Études d'avant-projet :	Avant-projet sommaire	4 semaines	1 papier + 1 informatique
	Avant-projet détaillé	5 semaines	
	Dossier d'autorisation administrative	2 semaines	Autant d'exemplaire que demandé par l'administration + 2
Études de projet		7 semaines	1 papier + 1 informatique au maître de l'ouvrage + CT + SPS
Assistance au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux	Etablissement du DCE	3 semaines	1 exemplaire informatique
	Nouveau DCE en cas de lancement d'une nouvelle procédure suite à l'infructuosité de la première consultation	2 semaines	1 exemplaire informatique
	Remise des pièces techniques du dossier de consultation des entrepreneurs	2 semaines à compter de l'OS de démarrage de la mission	1 papier et 1 exemplaire informatique selon les modalités prévues au CCTP
	Réponse aux questions posées au cours de la publication du DCE	2 jours à compter de la date de question	1
	Avis sur les candidatures	3 jours à compter de la demande	/
	Analyse des offres : Remise du rapport détaillé d'analyse des offres	2 semaines à compter de la transmission des offres réduit à 3 jours en cas de nouvelle offre négociée	1 informatique (modèle imposé par le maître de l'ouvrage)
	Dossier marché / mise au point	2 semaines	
	Remise de la synthèse des résultats de mise au point des offres	5 jours à compter de la mise au point	1 informatique
	Mise en conformité des CCTP, DPGF ... et remise de l'état récapitulatif	2 jours à compter de la demande	1 informatique

VISA	Visa de plans et notes de calcul produits par les entrepreneurs	5 jours à compter de la transmission	1 au maître de l'ouvrage + 1 à chaque entrepreneur concerné
Direction de l'exécution des contrats de travaux	Transmission du calendrier des travaux	au plus tard à la fin de la période de préparation	/
	Diffusion des comptes rendus de chantier	2 jours à compter de la réunion	en 1 exemplaire au maître de l'ouvrage, + 1 exemplaire à chaque entrepreneur, + 1 au contrôleur technique, + 1 à SPS.
	Établissement des pièces modificatives aux marchés de travaux	5 jours à compter de la demande	1
	Vérification des demandes d'acomptes des entrepreneurs et transmission au maître de l'ouvrage des propositions de paiement	5 jours à compter de la réception de la demande de paiement	/
	Vérification des mémoires définitifs, établissement des décomptes définitifs, et transmission au maître de l'ouvrage	2 semaines à compter de la réception du document	1
	Proposer le décompte définitif des pénalités à appliquer aux entrepreneurs	5 jours à compter de la demande	1
	Établissement et diffusion des ordres de service	/	1 pour l'entrepreneur concerné + 1 au maître de l'ouvrage
	Avis sur mémoire en réclamation des entrepreneurs	5 jours à compter de la transmission de la demande	/
Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de GPA	Proposer une date de visite de réception au maître de l'ouvrage	10 jours à compter de la demande de réception de l'entrepreneur	1
	Adresser le procès-verbal de réception ou de refus de réception au maître de l'ouvrage	2 jours à compter du dernier jour de la visite de réception	1
	Proposition des moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux de reprise	10 jours à compter de la connaissance des faits	

	Remise des notices de fonctionnement et de la fiche descriptive et quantitatif de l'allée	1 mois avant la réception des travaux	2 papiers + 1 informatique
	Transmission du dossier des ouvrages exécutés	Maximum 1 mois à compter de la réception des travaux	2 papiers + 1 informatique

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception sur support papier et sur un support informatique (format .pdf, .ppt, .dwg, .doc, .xlsx).

Le maître d'œuvre devra reprendre à ses frais tout ou partie des études afin de les rendre conformes aux règles et normes en vigueur.

Le maître d'œuvre s'engage à assister aux réunions quand il y est convié par le maître d'ouvrage. Chaque réunion doit faire l'objet d'un compte-rendu, rédigé par la maîtrise d'œuvre.

Ce compte-rendu est envoyé au maître d'ouvrage dans les 5 jours ouvrés suivant la réunion.

17.3 Autres délais (calculés en jours ouvrables)

Délais d'études complémentaires

Dans le cas où, à l'issue de la consultation des entrepreneurs, il s'avérerait que le coût prévisionnel définitif assorti du taux de tolérance t1 était dépassé, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours à compter de l'information reçue du maître de l'ouvrage de la constatation de ce dépassement, pour proposer au maître de l'ouvrage les solutions permettant de respecter ses engagements dans le cadre du Programme.

17.4 Délais d'approbation des études par le maître de l'ouvrage

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG MOE, les délais maximaux dans lesquels le maître de l'ouvrage devra procéder à l'acceptation des documents d'études sont fixés à :

Études d'Avant-Projet	Sommaire : 1 semaine Détaillé : 1 semaine
Études de projet	2 semaines
Dossier de consultation des entrepreneurs	2 semaines
DOE	2 semaines
Permis d'autorisation de travaux	1 semaine

Le point de départ de ces délais est celui où le maître d'œuvre aura remis au maître de l'ouvrage les documents d'études en cause, éventuellement modifiés pour répondre aux observations et demandes du maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, si aucune décision n'est notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme reçue. Il appartient au maître d'œuvre d'adresser au maître d'ouvrage une mise en demeure d'avoir à prendre une décision, dans un délai qui ne peut être inférieur à 20 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, se référant expressément au présent article du CCAP. A défaut de décision notifiée par le maître d'ouvrage dans le délai imparti par cette mise en demeure, les prestations sont réputées reçues à la date de la remise au maître d'ouvrage des études concernées pour vérification.

Précision concernant la décomposition des tâches et éléments de mission :

La mission du maître d'œuvre a été décomposée en éléments comme indiqué à l'article 8 du présent CCAP. Cette décomposition a été établie selon un avancement chronologique des tâches. Néanmoins, la réalisation de certaines tâches appartenant à un élément de mission peut être effectuée sans pour autant que l'élément de mission précédent soit terminé. Aussi, le maître d'œuvre ne pourra se prévaloir de l'exécution d'une tâche incombant à un élément de mission donné pour considérer que les éléments de mission antérieurs sont réalisés en totalité.

17.5 Délais en cas d'ajournement ou de refus

En cas d'ajournement, et **par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE**, le délai de remise des prestations modifiées est spécifié et notifié par le maître d'ouvrage au titulaire avec la décision d'ajournement. En application de l'article 21.2.2 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

17.6 Prolongation des délais

Il est fait application de **l'article 15.3 du CCAG-MOE, sous réserve de la dérogation suivante** : ne pourra être considéré comme un « fait du maître d'ouvrage » ou « événement ayant le caractère de force majeure » justifiant au sens de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE une prolongation, le cas où l'incapacité du titulaire à respecter les délais est due à un retard rencontré par un entrepreneur dans l'exécution des travaux, sauf à ce que le maître d'œuvre démontre avoir mis en œuvre toutes les diligences normales requises pour obtenir le respect de ces délais.

Au titre des éléments de mission APS et APD, le maître d'œuvre devra reprendre, à ses frais, tout ou partie des études si les dossiers ci-dessus font l'objet, de la part des autorités compétentes, d'un avis défavorable ou d'un avis favorable avec réserve. Les délais d'études seront alors prolongés par ordre de service dans les conditions fixées au CCAP et au CCAG-MOE.

17.7 Arrêt de l'exécution des prestations

Le maître de l'ouvrage peut décider l'arrêt de l'exécution des prestations, à l'issue de chacune des parties techniques définies à l'article 8 du présent CCAP.

ARTICLE 18 : PENALITES

18.1 Pénalités pour retard

Il est dérogé aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités sont dues dès le premier euro et pourront excéder 10 % du montant du marché.

Par ailleurs, **il est dérogé à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE**, les pénalités sont applicables sans mise en demeure ni de procédure contradictoire préalables.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé ci-dessous.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 15.3 du CCAG-MOE.

Les pénalités applicables sont les suivantes :

Mission	Intitule de la pénalité	Délai CCAP	Fait générateur du délai	Montant euros HT par jour
APS	Retard dans la présentation des documents d'études	Voir article 17.2 du CCAP	AR de l'OS notification début de phase	300
APD	Retard dans la présentation des documents d'études	Voir article 17.2 du CCAP	AR de l'OS notification début de phase	300
PRO	Retard dans la présentation des documents d'études	Voir article 17.2 du CCAP	AR de l'OS notification début de phase	300
ACT	DCE	20 jours calendaires	AR de l'OS notification début de phase	300
	Réponses aux questions des entreprises	Voir article 17.2 du CCAP	A compter de la transmission des questions par le CHM	100
	Rapport d'analyse des candidatures	Voir article 17.2 du CCAP	A compter de la transmission des candidatures par le CHM	100
	Rapport d'analyse des offres	Voir article 17.2 du CCAP	A compter de la transmission des offres par le CHM	100
	Mise au point des dossiers marchés / présentation des marchés de travaux	Voir article 17.2 du CCAP	A compter de l'accord du CHM sur les offres retenues et mises au point	100
	Présentation des avenants aux marchés de travaux	5 jours calendaires sur demandes	Dès que la MOE le jugera utile et sinon sur demande formelle du CHM	100
	Retard dans la validation des sous-traitants		A compter de la transmission de la déclaration de sous-traitance par le CHM	100
DET	Diffusion des compte-rendus de réunion et des plannings	2 jours ouvrés	A compter de la date de réunion	100
	Etablissement et délivrance des OS	7 jours calendaires	A compter du fait générateur	100
	Vérification des projets de décomptes mensuels		Voir article 18.2 du CCAP	
	Vérification des décomptes de projets finaux			
	Instruction des mémoires en réclamation			
VISA	Visa des documents	5 jours calendaires	A compter de la date de réception des documents	100
	Transmission des détails nécessaires à l'exécution	7 jours calendaires	A réception de la demande de renseignements de l'entreprise	100
AOR	OPR		Date de réception des travaux	100
	DOE	Voir article 17.2 du CCAP		100
	PV de levée des réserves			100
Autres	Respect des délais d'exécution des travaux	Franchise de 15 jours calendaires	Retard d'exécution	100
	Respect de la qualité et conformité de la réalisation	10 jours calendaires	A compter du constat du défaut	100
	Présence aux réunions de chantier		En cas de retard supérieur à 20 minutes	50

			En cas d'absence à la réunion	100
--	--	--	-------------------------------	-----

Par ailleurs, l'attention du Maître d'œuvre est attirée sur le fait qu'en application de l'article 1150 du Code Civil, il pourra se voir réclamer des dommages et intérêts si sa responsabilité est reconnue dans des retards de livraison.

En application de l'article 16.2.4 du CCAG Maîtrise d'œuvre, lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il en informe le maître d'œuvre qui est alors invité à présenter ses observations, par écrit, dans un délai de quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés.

A défaut de réponse du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le maître d'œuvre en application de l'alinéa précédent ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

18.2 Délais – Pénalités de retard liées aux documents « travaux »

18.2.1 Validation des fiches de travaux modificatifs (FTM)

Toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de l'avis du bureau de contrôle feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs (FTM) adressées à la Maîtrise d'ouvrage, et en toute hypothèse préalablement à la mise en œuvre des modifications, que ce soit au stade des études ou des travaux.

Les FTM suivront le processus suivant :

- Demande dûment mentionnée dans une fiche navette (FNAV MOE),
- Estimation sommaire par la maîtrise d'œuvre de l'incidence de la modification sur l'estimation du coût (à + ou – 20% d'écart), le délai, ou les dépenses de travaux dans une Fiche de demande d'Etudes de Modification (FDEM)
- Décision du maître d'ouvrage.
- Rédaction détaillée par la maîtrise d'œuvre d'une Fiche de Travaux Modificatifs (FTM), avec études, plans, dossiers et autres prestations correspondantes, pour chiffrage des entreprises de travaux, avec indication d'un délai supplémentaire éventuel sur le calendrier.
- Décision finale du maître d'ouvrage dans un délai de 21 jours et diffusion d'ordre(s) de service (OS) aux entreprises de travaux concernées, par le maître d'œuvre.

En cas de désaccord ou de demande de complément d'études, une nouvelle proposition fera l'objet de la même procédure d'approbation, avec indication de l'impact sur les délais.

Si, à la fin du délai imparti pour l'instruction de cette demande de modification, aucune réponse n'est donnée, la proposition sera considérée comme refusée. Aucune modification ne pourra intervenir de façon tacite.

Le MOE devra tenir compte des délais précités de diffusion et de validation de modifications dans le cadre du respect de la réalisation de son Marché, tant en phase d'études que de travaux.

18.2.2 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

En application de l'article 11.10 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est tenu d'utiliser un service d'échange dématérialisé proposé par le maître d'ouvrage

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément aux documents contractuels régissant les marchés de travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par les titulaires desdits marchés de travaux. Cette vérification se fera par l'intermédiaire des fonctionnalités du service dématérialisé.

Après vérifications, les projets de décomptes mensuels, deviennent des décomptes mensuels. Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies par les documents contractuels des marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler aux titulaires desdits marchés de travaux.

Si les prestations ne sont pas totalement exécutées à la date de réception de la demande de paiement, il appartient au maître d'œuvre soit de demander au titulaire du marché concerné une modification des avancements saisis par l'intermédiaire du service dématérialisé, soit de la rectifier lui-même.

Le maître d'œuvre utilisera les fonctionnalités du service dématérialisé pour corriger (si nécessaire) et valider les projets de décomptes mensuels des titulaires des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre utilisera les fonctionnalités du service dématérialisé pour donner la date de la demande de paiement des titulaires des marchés de travaux au maître d'ouvrage conformément à la réglementation en vigueur.

Tout manquement à l'obligation de communiquer au maître d'ouvrage cette date fera l'objet d'une pénalité forfaitaire dont les modalités sont détaillées à l'article 18 du présent CCAP du seul fait du constat de ce manquement.

18.2.2.1 Délai de vérification

Le délai de vérification d'un projet de décompte mensuel transmis par le titulaire d'un marché de travaux est fixé à 5 jours calendaires à compter de l'accusé de réception du document (dépôt sur le service dématérialisé).

18.2.2.2 Pénalité

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décomptes mensuels mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, il fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard du seul fait du constat de ce manquement. Cette pénalité est applicable du premier jour suivant l'expiration du délai visé à l'article 18.2.2.1.

18.2.3 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

Une fois la réception des ouvrages prononcée, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final des marchés de travaux établis par leurs titulaires, conformément et selon les modalités prévues aux documents contractuels régissant ces marchés de travaux.

Après vérification de ces projets de décomptes, ils deviennent des décomptes finaux. Le maître d'œuvre établit ensuite, dans les conditions définies par les documents contractuels des marchés de travaux, les projets de décomptes généraux.

18.2.3.1 Délai de vérification

Le délai de vérification d'un projet de décompte final transmis par le titulaire d'un marché de travaux et l'établissement du projet de décompte général correspondant est fixé à 14 jours calendaires à compter de l'accusé de réception du document (dépôt sur le service dématérialisé).

18.2.3.2 Pénalité

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décomptes mensuels mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, il fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard du seul fait du constat de ce manquement. Cette pénalité est applicable du premier jour suivant l'expiration du délai visé à l'article 18.2.3.1.

18.2.4 Instruction des mémoires de réclamation

18.2.4.1 Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 5 jours calendaires à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

18.2.4.2 Pénalité

Par dérogation aux articles 16.2.3 et 16.2.4 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'instruction d'un mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt, sans mise en demeure ni procédure contradictoire préalables, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 100 euros.

18.3 Autres pénalités

En complément de l'article 16 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut se voir appliquer les pénalités ci-dessous énoncées.

18.3.1 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Voir article 20.5 du présent CCAP

18.3.2 Pénalités pour délivrance d'ordres de service tardifs

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service de démarrage de travaux donne lieu à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard (compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré à ses destinataires et celle où il l'a réellement été) est fixée à 1/2.000^e du montant HT du ou des marché(s) concerné(s). La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service de prestations nouvelles (non prévues dans le marché initial des titulaires des marchés de travaux) donne lieu à l'application d'une pénalité dont le montant est fixé à 100 € par jour de retard (compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré à ses destinataires et celle où il l'a réellement été) et par OS.

18.3.3 Pénalités pour le non-respect du processus décrit pour les FTM

En cas de non-respect du processus décrit à l'article 9.1 du présent CCAP concernant les travaux modificatifs, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 300 € HT.

18.3.4 Non-respect des déclarations de sous-traitance

En cas de non-respect d'une mise en demeure de soumettre à l'acceptation du maître d'ouvrage un sous-traitant non déclaré, il sera appliqué une pénalité de 500 € par jour de retard à compter de l'échéance fixée dans la mise en demeure jusqu'au dépôt du dossier de demande d'acceptation dudit sous-traitant.

En cas de constat d'une sous-traitance occulte alors que les travaux concernés sont achevés, il sera appliqué une pénalité de 8 000 € sans préjudice le cas échéant d'une résiliation du marché prononcée dans les conditions de l'article 23.4 du présent CCAP.

18.3.5 Non-respect des réglementations relative à la protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, et d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

En cas de retard dans la production des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du travail, il lui sera appliqué après mise en demeure préalable une pénalité de 500 € H.T. par jour de retard (quel que soit le nombre de documents manquants).

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé, il sera appliqué après mise en demeure et procédure contradictoire préalable une pénalité de 8 000 €, sans préjudice le cas échéant d'une résiliation du marché prononcée dans les conditions de l'article 23.4 du présent CCAP.

18.3.6 Pénalités pour non-respect des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique

Si les observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou du contrôleur technique ne sont pas suivies d'effet dans un délai de 15 jours ou dans le délai prescrit par ces derniers ou en cas d'urgence immédiatement, le retard constaté sera sanctionné après mise en demeure préalable d'une pénalité d'un montant de 500 € par jour de retard (quel que soit le nombre de document ou de réserves non levées, et qui seront inscrit dans la mise en demeure).

18.3.7 Non-respect du délai global d'exécution des travaux

En cas de retard d'exécution du fait du maître d'œuvre, excédant une franchise de quinze jours (15) ouvrables, il lui sera appliqué sans mise en demeure ni procédure contradictoire préalable une pénalité par jour de retard, dès le premier jour de retard, qui sera égale à :

$$P = 200 \text{ €} + 1/5 \text{ 000}^{\text{e}} \text{ du montant additionné du forfait de rémunération des éléments de mission DET, VISA et AOR.}$$

18.3.8 Absence aux convocations

Le maître d'ouvrage appliquera, sans mise en demeure ni procédure contradictoire préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par absence non justifiée du maître d'œuvre aux réunions prévues dans le présent CCAP ou CCTP et ce tout au long de l'exécution des prestations du présent marché (réunions de chantier, réunions des maîtrises, opérations de réception, garantie de parfait achèvement, ou pour lesquelles une convocation lui aura été adressée – voir article 9.1 du présent CCAP).

Par ailleurs, en cas de retard supérieur à 20 minutes à une réunion à laquelle a été convoqué le maître d'œuvre, une pénalité forfaitaire de 50 € sera appliquée pour le retard non justifié du maître d'œuvre aux réunions prévues dans le présent CCAP ou CCTP et ce tout au long de l'exécution des prestations du présent marché.

18.3.9 Défaillance dans la mise en œuvre des opérations de réception

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception (OPR) dans le délai fixé par les documents contractuels des marchés de travaux, et en l'absence de justification valable de la part du maître d'œuvre de son refus de procéder aux OPR, il sera appliqué sans mise en demeure ni procédure contradictoire préalable une pénalité par jour de retard, dès le premier jour de retard, qui sera égale à :

$$P = 2\% \text{ du prix de base, hors TVA, du marché correspondant à l'élément de mission AOR}$$

Par ailleurs, si le maître d'ouvrage a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les OPR, le coût induit par le recours à cet assistant sera mis à la charge du maître d'œuvre.

Par ailleurs le délai d'établissement par le maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé par les documents contractuels régissant les marchés de travaux. En cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le maître d'œuvre

encourt une pénalité, pour chaque marché de travaux concerné, dont le montant est fixé par jour de retard à 1/200^e du montant en prix de base hors TVA de l'élément de mission AOR.

18.3.10 Non-respect des clauses de confidentialité

En cas de manquement aux obligations de confidentialité telles que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE, il sera appliqué une pénalité d'un montant de 5 000 €, sans mise en demeure ni procédure contradictoire préalable, et sans préjudice le cas échéant d'une résiliation du marché prononcée dans les conditions de l'article 23.4 du présent CCAP.

18.3.11 Non-respect des clauses relatives à la protection des données personnelles

En cas de manquement, par le maître d'œuvre ou d'un de ses sous-traitant, à ses obligations en matière de protection des données personnelles prévues à l'article 5.2 du CCAG-MOE et à l'article 10 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP, il sera appliquée une pénalité de 5 000 € par manquement constaté, sans mise en demeure ni procédure contradictoire préalable, sans préjudice le cas échéant d'une résiliation du marché prononcée dans les conditions de l'article 0 du présent CCAP.

18.3.12 Non-respect des clauses relatives à la protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG-MOE, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par ailleurs les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du maître d'œuvre dans l'exécution du présent marché.

En cas de manquement, par le maître d'œuvre ou l'un de ses sous-traitants, à ces obligations, il sera appliqué une pénalité d'un montant de 5 000 € par manquement constaté.

18.3.13 Manquements du titulaire non visés par une pénalité spécifique

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de sanctionner tout manquement du titulaire non visé par les pénalités mentionnées aux articles 16 à 18 du présent CCAP.

Pour les manquements du titulaire aux conséquences irréversibles, une pénalité forfaitaire de 1 000 € pourra être appliquée pour chaque occurrence de manquement, sans mise en demeure préalable.

Pour les manquements auxquels le titulaire est tenu de remédier, une pénalité de 200 € par jour de retard pourra être appliquée, à compter de la date où le manquement est constaté, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 19 : Engagement au respect de l'enveloppe financière prévisionnelle

19.1 Coût prévisionnel des travaux

Dans le cadre de la réalisation des éléments de mission, le maître d'œuvre doit rester dans le cadre de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage un coût prévisionnel des travaux à l'issue des études d'avant-projet définitif (APD).

Ce coût prévisionnel correspond à la somme de tous les marchés de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage conformément au programme technique détaillé (PTD) et notamment les dépenses suivantes :

- Les travaux de bâtiment tous corps d'état et tous les équipements immeubles nécessaires au bon fonctionnement de l'opération immobilière, compris toutes les sujétions résultant des observations du contrôleur technique ;
- Le cas échéant, les travaux provisoires nécessaires au maintien de l'activité pendant toute la durée du chantier
- Les travaux d'adaptation au terrain, Voirie et Réseaux Divers ;
- Le dimensionnement des locaux et équipements techniques ;
- Les travaux résultant des obligations du Maître d'Ouvrage au regard du Code du Travail envers le Personnel chargé de l'exécution des travaux de construction notamment celles prévues à la section 7, Chapitre VIII, Titre III, Livre II du Travail ;
- Le mobilier à prévoir par le concepteur (précisé dans le PTD et sur les fiches de spécifications techniques annexées).

En revanche, le coût prévisionnel des travaux ne comprend pas :

- La TVA ;
- Les honoraires de maîtrise d'œuvre ;
- Les dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- Les honoraires du contrôle technique, de l'OPC, du CSPS, du CSSI, etc... ;
- Les frais de police d'assurance « Dommage – Ouvrage » et « Tous Risques Chantier » ;
- Les équipements mobiliers, sauf ceux décrits dans le programme.
- Les frais de référés préventifs le cas échéant
- Les frais de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des études d'APD est supérieur à l'enveloppe financière mentionnée dans l'Acte d'Engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser d'admettre ces prestations, et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre sans rémunération supplémentaire ses études pour aboutir à un coût prévisionnel des travaux compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle.

Après admission des études d'APD par le maître de l'ouvrage, le coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sera arrêté par avenant notifié au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter ce coût prévisionnel des travaux sous peine d'application des stipulations des articles 19.4 et 23.4 ci-après.

En cas de modifications ultérieures de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, et conduisant à des modifications dans la consistance du projet, le marché de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant qui arrête le programme modifié ainsi que les incidences de ces modifications sur coût prévisionnel des travaux et sur le forfait définitif de rémunération du titulaire, sur le fondement de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

19.2 Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0-MOE fixé à l'acte d'engagement.

19.3 Seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Par dérogation à l'article 13.2 du CCAG-MOE, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **2%** pour l'ensemble du projet.

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'alinéa précédent.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de sa mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la mise en concurrence lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

19.4 Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût cumulé des marchés de travaux en valeur « M0 travaux », tel que défini dans le cadre de ces mises en concurrence (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant cumulé des offres considérées comme économiquement les plus avantageuses par application des critères de sélection des offres, pour chacun des lots objet des mises en concurrence, par un coefficient d'actualisation égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois M0-MOE visé à l'article 19.2 du présent CCAP et au mois « M0 travaux » défini ci-avant. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux, après application du coefficient d'actualisation prévue à l'alinéa précédent, est supérieur au seuil de tolérance fixé à l'article 19.3 ci-avant, le maître de l'ouvrage peut déclarer la mise en concurrence infructueuse. Le maître de l'ouvrage peut également demander au maître d'œuvre la reprise des études en cas de dépassement du seuil de tolérance ne résultant pas de circonstances que le maître d'œuvre ne pouvait prévoir, et ce sans rémunération supplémentaire.

Le maître d'œuvre fait des propositions d'études reprises dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 20 jours à compter de l'accusé de réception de la demande du maître d'ouvrage.

Sur la base des études reprises par le maître d'œuvre, et après leur admission par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette admission afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence. L'établissement de ce nouveau dossier ne donne lieu à aucune rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre.

ARTICLE 20 - ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE A RESPECTER LE COÛT DE REALISATION DES TRAVAUX

20.1 Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de marchés de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la mise en concurrence des marchés de travaux, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

20.2 Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « M0 travaux » fixé dans le cadre de la passation des marchés de travaux (indiqué dans l'acte d'engagement des marchés de travaux ou au CCAP dudit marché).

20.3 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Par dérogation à l'article 13.2 du CCAG-MOE, le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 2%.

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'alinéa précédent.

20.4 Détermination du coût total définitif des travaux

Le coût total définitif des travaux, déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage, est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et le cas échéant intégrés ou non dans des avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix, ramené en valeur « M0 travaux » par l'index BT01 tel que défini à l'article 19.4 ci-avant.

Conformément à l'article 13.3 du CCAP, les travaux modificatifs ou supplémentaires exécutés en cours d'exécution des marchés de travaux, seront classés dans l'une des trois catégories qui y sont définies.

Seules les modifications relevant de la catégorie 3 au sens de l'article 13.3 du CCAP seront prises en compte dans la détermination des coûts pour le calcul du coût total définitif des travaux et pour le contrôle du respect du seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux. Toutefois, ne seront pas comptabilisées dans cette incidence, les travaux qui auront par ailleurs fait l'objet d'une indemnisation du maître de l'ouvrage par l'assurance professionnelle des concepteurs.

20.5 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux, tel que défini à l'article 20.4 ci-avant, est supérieur au coût de réalisation des travaux augmenté de son seuil de tolérance, visés respectivement aux articles 20.1 et 20.3 du présent CCAP, et dans la mesure où ce dépassement du seuil de tolérance résulte d'un manquement du maître d'œuvre dans ses missions de conception ou dans ses missions de direction de l'exécution des marchés publics de travaux et d'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception, sa rémunération sera réduite (cf. article R. 2432-4 du CCP).

En effet, dans ce cas, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à 10 % de la différence entre le coût total définitif des travaux constatés et le coût de réalisation initial augmenté de son taux de tolérance.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération du maître d'œuvre correspondant aux éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux relevant de la catégorie 3 dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 20.3 du présent CCAP, des retenues intermédiaires provisoires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage sur les décomptes du titulaire.

ARTICLE 21 - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE d'œuvre, après PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

21.1 Ordres de service délivrés dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux

Dans le cadre de l'élément de mission DET le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des titulaires des marchés de travaux selon les modalités fixées par l'article II.D.IV.c du CCTP.

Les Ordres de services émis par le maître d'œuvre à destination des entreprises doivent être contresignés et notifiés par le Maître d'Ouvrage pour les sujets suivants :

- Date de commencement des travaux
- Interruptions ou ajournement des travaux
- Modification de programme
- Modification de projet
- Modification de montant de marchés
- Prix nouveaux pour ouvrages non prévus
- Prolongation des délais d'exécution ;
- Affermissement d'une tranche optionnelle

La responsabilité du maître d'œuvre sera pleinement engagée quant à toutes conséquences de l'émission d'un ordre de service en violation avec les stipulations de l'article II.D.IV.c du CCTP, notamment quant aux conséquences onéreuses des ordres de service émis en méconnaissance de ces stipulations sur l'exécution des marchés publics de travaux.

Le maître d'œuvre établit, selon modèle fourni par le maître de l'ouvrage, et soumet à la notification du maître d'ouvrage, des avenants aux marchés de travaux accompagnés des devis correspondants et des pièces nécessaires à assurer la traçabilité de l'opération (dont le rapport technique circonstancié).

Le maître d'œuvre est également chargé d'établir, et de soumettre à la signature du maître d'ouvrage les courriers et mises en demeure prévus au CCAG travaux et CCAP applicable, ainsi que les déclarations de sinistre nécessaires à la mise en œuvre des assurances souscrites par le maître de l'ouvrage pour la réalisation de l'opération (assurances Dommages Ouvrages, Tous Risques Chantiers...).

21.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions de l'article 9 du présent CCAP.

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux articles L. 4531-1 et L. 4535-1 du Code du travail. En application des dispositions du Code du travail, et en particulier des articles R.4532-1 et suivants, le maître d'œuvre, qui doit prévoir dans son projet la prise en compte de toutes les obligations mis à la charge du maître de l'ouvrage par le code du travail, est notamment chargé :

- D'établir une notice regroupant l'ensemble des données qui sont de nature à avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs appelés à travailler sur le chantier ;
- De collaborer à la mise en application des obligations relatives à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- De communiquer au maître d'ouvrage tous documents nécessaires à l'exercice de sa mission.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du maître d'ouvrage ou du coordonnateur SPS, le cas échéant. Le maître d'œuvre participera activement au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, le cas échéant.

21.3 Suivi de l'exécution des travaux

Les modalités d'exécution de la mission DET et, notamment de la présence du maître d'œuvre sur le chantier, sont précisées au CCTP.

Toutefois, il est précisé qu'en application de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage exige que le maître d'œuvre assure lui-même la mission DET, en cas de groupement de maîtrise d'œuvre, afin que ce dernier puisse s'assurer du respect du projet qu'il a élaboré. En outre, il lui appartient de se faire assister aux réunions de chantier hebdomadaires par au moins un représentant du ou des bureaux d'études.

Le maître d'œuvre proposera à l'agrément du maître de l'ouvrage, avec leur curriculum vitae, les noms de toutes les personnes chargées d'assurer avec lui la mission DET. En cas de refus d'agrément par le maître d'ouvrage, il revient au maître d'œuvre de faire une autre proposition.

Il ne pourra déléguer la partie de cette mission qui concerne **la participation physique à toutes les réunions de chantier**, qu'avec l'accord préalable écrit du maître de l'ouvrage, sur le nom de son représentant à ces réunions. Dans le cas où cet accord serait donné, il devra néanmoins participer personnellement :

- Aux réunions maîtrise d'œuvre / maîtrise d'ouvrage (nommées réunions des maîtrises).
- Aux visites de chantiers programmées par le maître de l'ouvrage, son représentant agréé devant lui-même être présent aux visites inopinées, à condition d'en être avisé quarante-huit heures (48h) à l'avance.
- Aux opérations de réception des travaux.

Le non-respect des obligations prévues au présent article pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 18.3.8 du présent CCAP, sans mise en demeure préalable.

21.4 Utilisation des résultats

En dérogation de l'article 24 du CCAG-MOE, le Maître d'Ouvrage devient propriétaire au fur et à mesure de leur production de tous documents, plans, maquettes, rapports, développements Informatiques et plus généralement de toutes créations techniques, littéraires et/ou artistiques réalisées par le Titulaire dans le cadre du marché.

Le Titulaire cède à titre exclusif au Maître d'Ouvrage, sur les œuvres protégées par la législation sur le droit d'auteur réalisées dans le cadre du marché (ci-après les Créations), les droits d'exploitation et de reproduction et notamment :

- Le droit de construire et de faire construire tout ou partie du programme, d'adapter, interpréter, compléter, modifier le programme et/ou les créations, avec ou sans lui, notamment dans le cadre de permis de construire nouveaux et/ou modificatifs, en cas de résiliation du marché quelle qu'en soit la cause ;
- Le droit d'adapter modifier, étendre, réduire l'immeuble, avec ou sans lui, notamment dans le cadre de permis de construire nouveaux et/ou modificatifs, postérieurement à l'achèvement de l'immeuble. A ces fins, le Maître d'Ouvrage pourra librement faire appel à tout Maître d'Œuvre et/ou architecte de son choix ;
- Le droit de procéder à la numérisation de tout ou partie des créations et/ou de leurs adaptations, quels qu'en soient les supports, les modes d'enregistrement ou de consultation ;
- Le droit de représenter et faire représenter publiquement les créations ;
- Le droit de reproduire et de faire reproduire, de diffuser et de faire diffuser, d'éditer et de faire éditer, tout ou partie des créations et/ou de leurs adaptations, sous toutes formes, par tous moyens et sur tous supports connus ou Inconnus à ce jour, et ce pour les besoins de la réalisation du projet et/ou de la promotion du maître de l'ouvrage ou du groupe auquel il appartient.

La cession susmentionnée s'entend pour tous les pays et produira ses effets pendant toute la durée de protection des droits telle qu'elle ressort de la législation en vigueur et notamment du Code de la propriété intellectuelle, y compris toute prolongation éventuelle qui pourrait être accordée.

Le Titulaire garantit au Maître d'Ouvrage la jouissance des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques. Il déclare qu'il dispose des droits cédés par le présent marché sur toutes les créations réalisées par lui-même, les membres de son équipe et les Intervenants extérieurs directement missionnés par lui.

Le Titulaire conserve le droit d'utiliser, représenter, exposer et reproduire les créations pour son usage personnel et privé et aux fins d'expositions et de salons ainsi plus généralement qu'aux fins de la promotion de son activité en tant que Maître d'Œuvre, à charge d'en informer préalablement le Maître d'Ouvrage dont le nom complet devra en outre être mentionné.

La cession des droits ci-dessus n'exonère pas le Maître d'Ouvrage de l'obligation légale de mentionner le nom complet du Maître d'Œuvre dans toute publication des créations, ainsi que d'une manière générale, de veiller au respect de son droit moral.

La présente session est consentie pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents aux créations Issues de l'exécution des prestations et aux éléments qui les composent.

21.5 Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, éventuellement prolongé selon les modalités prévues au CCTP du présent marché,
- La levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie, sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette décision sera notifiée par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, par tous moyens lui donnant date certaine.

ARTICLE 22 – ASSURANCES

22.1 Polices souscrites par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article 9.2 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage a souscrit ou va souscrire aux assurances listées ci-après.

22.1.1 Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour la durée des travaux une police d'assurance Tous Risques Chantier couvrant, à concurrence de leur montant, les coûts de réparation des travaux neufs en cas de dommages matériels les atteignant.

Au cas où cette garantie serait souscrite, l'information en sera donnée aux différents intervenants liés directement au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage et impliqués dans la conception et la direction des travaux.

La franchise est supportée par l'entreprise dont les travaux sont endommagés. A défaut, elle est imputée au compte prorata du chantier.

22.1.2 Dommages Ouvrage

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une police Dommages Ouvrage visée à l'article L. 242-1 du Code des assurances.

La franchise est supportée par l'entreprise dont les travaux sont endommagés. A défaut, elle est imputée au compte prorata du chantier.

22.1.3 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Sans objet

22.2 GARANTIE D'ASSURANCE DU TITULAIRE

En complément à l'article 9 du CCAG-MOE, le titulaire s'engage à respecter les engagements décrits ci-après.

En cas de groupement, chacun de ses membres est soumis à ces mêmes obligations

22.2.1 Responsabilité Civile Professionnelle (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Tous les intervenants constituant la maîtrise d'œuvre et, le cas échéant, ses sous-traitants devront chacun être garantis par une police de responsabilité civile, souscrite auprès d'assureurs notoirement solvables, destinée à couvrir les conséquences de leur responsabilité civile professionnelle en cas de préjudices causés à tout intervenant, tout tiers, ou tout contractant, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après l'exécution des prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel du titulaire, soit du fait de ses prestations.

Cette garantie devra également valoir tant avant qu'en cours et après réception des travaux, aussi longtemps que la responsabilité du titulaire peut être recherchée.

Le maître d'ouvrage appréciera si des montants de garantie présentés différemment peuvent être considérés comme équivalents à ces minima.

22.2.2 Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant leur responsabilité décennale visée aux articles 1792 et suivants du Code civil, conformément aux articles L. 241-1 et L. 241-2, L. 243-2 à L. 243-9 du Code des assurances.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par les dispositions citées à l'alinéa précédent et par l'annexe I de l'article A243-1 du Code des assurances, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

22.2.3 Attestation d'assurance

Par dérogation et en complément à l'article 9.1.3 du CCAG-MOE, les attestations d'assurance de responsabilité civile professionnelle et responsabilité décennale exigées du maître d'œuvre et de ses sous-traitants éventuels devront être fournies :

- Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci.
- À tout moment durant l'exécution du marché et minimum une fois par an au renouvellement de l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-MOE, le défaut d'attestation d'assurance peut conduire à la résiliation du marché au torts du titulaire.

L'attestation d'assurance décennale, devra :

- Comporter la mention selon laquelle la couverture des dommages de nature décennale est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent

techniquement indivisibles, **au sens du II de l'article L. 243-1-1 du Code des assurances.**

- Comporter le montant des garanties complémentaires des dommages immatériels et le cas échéant des existants
- Comporter la mention des missions garanties, en cohérence avec celles effectivement assumées
- Mentionner la période de validité de l'assurance, cette période devant inclure la date de Déclaration d'Ouverture du Chantier.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurance elle-même sur son papier à en-tête. L'attestation de responsabilité civile professionnelle devra comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

Aucun règlement de situation ou de solde ne sera effectué sans présentation d'attestations d'assurance conforme aux présentes stipulations.

22.2.4 Absence ou insuffisance de garantie

Toute surprime appliquée par l'assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou une insuffisance d'assurance du maître d'œuvre, ou en cas de groupement de l'un des co-traitants, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge de la personne défaillante. Le maître d'œuvre, ou en cas de groupement le co-traitant concerné, s'engage à régler au maître d'ouvrage la surprime due dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

La souscription de contrats d'assurance par le maître d'ouvrage, ne dégage en aucune façon le titulaire de ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage et des tiers. Il reste tenu de garantir le maître d'ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait y compris après réception des travaux et s'oblige le cas échéant à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

ARTICLE 23 - RESILIATION DU MARCHÉ

23.1 Résiliation du marché

La résiliation du présent marché est régie par les articles 27 à 31 inclus du CCAG-MOE sous réserve des précisions suivantes.

23.2 Résiliation résultant de l'arrêt des prestations

Par dérogation et en complément de l'article 27 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission définis à l'article 8.2.1 du présent CCAP, auquel est assorti un prix. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

23.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour l'application de l'article 31 du CCAG-MOE, les parties conviennent que pourra notamment être considéré comme motif d'intérêt général justifiant la résiliation du marché, des motifs liés au financement de l'opération ou des modifications significatives du programme MOE.

Par dérogation aux articles 27 et 31 alinéas 1 du CCAG-MOE, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit au titulaire à indemnisation du manque à gagner subi par le titulaire. Le maître d'œuvre a droit, en revanche, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations déjà payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

23.4 Résiliation du marché aux torts du titulaire

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-MOE.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-MOE, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de quinze jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le maître d'ouvrage de procéder à son remplacement, le marché peut être résilié aux torts du groupement, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation et en complément à l'article 30 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux dans le respect du coût prévisionnel des travaux assorti du seuil de tolérance fixé à l'article 19.3 du présent CCAP, ou bien dans le cas d'une mise en concurrence infructueuse, lorsque le titulaire ne peut mener à bien la reprise des études permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Dans l'éventualité où le titulaire (ou l'une des personnes physiques ou morales constituant le groupement si le titulaire est un groupement) tomberait sous le coup d'une exclusion découlant des articles L2141-1 à L2141-6-1 du Code de la commande publique, cela constituerait un motif de résiliation du marché aux torts du titulaire.

La résiliation du marché pourra donner lieu à l'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 34 du CCAG-MOE.

ARTICLE 24 – OUTILS

24.1 Plan de management

Sans objet

24.2 Plateforme de gestion documentaire collaborative

Sans objet

24.3 Dématérialisation des factures et suivi des marchés de travaux

Le maître d'ouvrage prend à sa charge la gestion et le suivi dématérialisé des marchés de travaux et de prestations intellectuelles.

L'utilisation du service sera obligatoire pour tous les participants à l'acte de construire. Le maître d'œuvre est tenu d'utiliser le système d'échange dématérialisé fourni par le MOA pour la gestion et le suivi des situations de travaux et le suivi des marchés de travaux (avenants, agréments de sous-traitance, travaux supplémentaires, FTM, etc...). Il devra l'intégrer aux dispositions d'exécution des marchés de travaux qu'il rédigera.

24.4 Outil de suivi et de réception collaboratif

Sans objet

24.5 BIM

Sans objet

ARTICLE 25 - CLAUSES DIVERSES

25.1 Clauses complémentaires

25.1.1 Saisie-attribution

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement d'opérateurs économiques solidaire et sauf dans l'hypothèse où les paiements sont effectués sur des comptes séparées, le comptable assignataire du marché, auprès duquel est pratiquée une saisie-attribution contre un des membres du groupement d'opérateurs économiques, retient, sur les plus prochains mandats de paiement émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-attribution a été faite.

Si l'éventualité ci-dessus survient ou si l'un des membres du groupement est défaillant, le membre du groupement en cause ne peut s'opposer à ce que les autres membres du groupement demandent au maître d'ouvrage que les paiements relatifs aux prestations qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits, en cas de compte unique, à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

25.1.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions prévues à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et à l'article 26 du CCAG-MOE, les clauses du présent marché pourront être réexaminées dans les conditions suivantes :

- En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.
-
- Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :
 - o Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
 - o Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché. Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

ARTICLE 26 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. PI.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
02 53 46 79 83 - 6 02 53 46 79 79
paysdl.ccira@dreets.gouv.fr <https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr>

ARTICLE 27 – DEROGATIONS

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-MOE.
L'article 15.3 du CCAP déroge à l'article 11.2 du CCAG-MOE.
L'article 15.3.4.1 du CCAP déroge à l'article 11.5 du CCAG-MOE.
L'article 15.3.4.2 du CCAP déroge à l'article 11.2 du CCAG-MOE.
L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 29.2 du CCAG-MOE.
L'article 17.4 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG-MOE.
L'article 17.4 du CCAP déroge à l'article 21 du CCAG-MOE.
L'article 17.5 du CCAP déroge à l'article 21.2.1 du CCAG-MOE.
L'article 17.6 du CCAP déroge à l'article 15.3 du CCAG-MOE.
L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE.
L'article 18.2.4.2 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 et 16.2.4 du CCAG-MOE.
L'article 19.3 du CCAP déroge à l'article 13.2 du CCAG-MOE.
L'article 20.3 du CCAP déroge à l'article 13.2 du CCAG-MOE.
L'article 21.4 du CCAP déroge à l'article 24 du CCAG-MOE.
L'article 22.2.3 du CCAP déroge à l'article 9.1.3 du CCAG-MOE.
L'article 23.2 du CCAP déroge aux articles 27 et 31 alinéas 1 du CCAG-MOE.
L'article 23.2 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG-MOE.
L'article 23.4 du CCAP déroge à l'article 3.5.4 du CCAG-MOE.
L'article 23.4 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG-MOE.

ARTICLE 28 – ANNEXES

Annexe A – Coordonnées du CHM
